

## Présentation des vœux 2017

Cercle du Lac,

Louvain-La-Neuve

Discours d'Olivier Maingain

Mesdames, Messieurs,

Chères amies, chers amis,

Pour la traditionnelle présentation des vœux du parti, nous voici rassemblés en Brabant wallon, cette province qui symbolise le lien fort entre Bruxelles et la Wallonie. Avant même que le parti prenne la décision d'être présent dans toute la Wallonie, il y a toujours compté d'importants soutiens et un grand nombre de membres et c'est dans cette province que nous avons connu nos premiers succès électoraux, notamment aux élections provinciales de 2012.

Avec Jonathan Martin, vice-président exécutif, je voudrais dire à Luc D'Hondt, président provincial et à toute son équipe que nous sommes convaincus qu'ils y poursuivront l'implantation de notre parti pour présenter des listes nombreuses et fortes aux élections communales et provinciales de 2018. Comme conseiller provincial, notre ami Luc accomplit un travail apprécié et remarqué car, sans démagogie mais avec exigence, il entend remettre en cause la gestion d'une province dominée par l'alliance MR/PS, gestion qui manque de souffle et d'ambition. Pour tout dire, c'est une gestion poussive, sans éclat et sans rayonnement. Alors que cette province bénéficie de la présence d'une université de renom, de centres de recherche réputés internationalement, d'entreprises à dimension mondiale, les dirigeants provinciaux n'ont pris aucune initiative significative pour coaliser toutes les forces vives et leur proposer un véritable plan stratégique de développement économique pour faire du Brabant wallon le pôle de référence de la haute technologie en Wallonie, en lien étroit avec Bruxelles et avec la perspective de renforcer l'axe Bruxelles-Namur-Luxembourg.

Evidemment, je n'oublie aucune province wallonne car notre conviction a toujours été que la Fédération Wallonie-Bruxelles est avant tout un projet politique et économique pour nos deux Régions. Nous n'avons jamais plaidé pour le repli régionaliste qui ne conduirait qu'à la ruine économique. Nous avons toujours été partisans de privilégier les relations économiques entre Bruxelles et la Wallonie en les fondant sur trois bassins de développement : Bruxelles-Liège, Bruxelles-Charleroi, Bruxelles-Namur-Luxembourg. Voilà le premier vœu que je forme en ce début d'année nouvelle : que les décideurs wallons et bruxellois élaborent une véritable vision stratégique de la complémentarité de la Wallonie et Bruxelles sur le plan économique en donnant la priorité à la mobilité par le rail, à l'innovation scientifique par une collaboration encore plus étroite de toutes les universités de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et en renforçant les pôles d'excellence de la formation et de l'enseignement. A cet égard, je tiens à souligner le travail entrepris par Didier Gosuin et Cécile Jodogne qui ont forcé des réunions plus suivies et mieux organisées entre les différents gouvernements régionaux et communautaires. Gouvernement de la Fédération, gouvernement wallon, collège de la Commission communautaire française mais aussi gouvernement bruxellois dans son entièreté, tous se rencontrent à plusieurs reprises au cours de l'année et développent des projets communs. Des résultats concrets sont enregistrés, notamment pour favoriser la convergence des formations professionnelles et qualifiantes entre Bruxelles et la Wallonie et leur certification commune. C'est essentiel pour donner aux

jeunes wallons comme aux jeunes bruxellois une chance supplémentaire d'accès au marché de l'emploi de la région voisine. La même volonté existe pour présenter conjointement à l'étranger les entreprises wallonnes et bruxelloises. En Europe, comme à l'international, présenter la Wallonie sans Bruxelles ou Bruxelles sans la Wallonie, c'est évidemment se priver de la chance d'avoir un effet multiplicateur dans les relations avec les partenaires économiques.

Nous sommes plus que jamais le parti de l'unité de la Wallonie et de Bruxelles. Nous savons que certains partis politiques travaillent à l'éclatement de la Fédération Wallonie-Bruxelles comme ils se préparent à accepter le confédéralisme qui est déjà à l'œuvre sournoisement sous ce gouvernement De Wever-Michel. Nous ne serons jamais les alliés de ces destructeurs du fédéralisme. Nous sommes des fédéralistes. Car nous savons que la Wallonie et Bruxelles gagnent en efficacité économique et en création d'emploi lorsqu'elles ont la volonté de travailler ensemble pour être plus fortes. Mais nous ne le cachons pas : le développement économique de la Wallonie, comme de Bruxelles, sera toujours affaibli si la gouvernance publique n'est pas réformée en profondeur.

Le scandale de Publifin n'est ni le premier et, je le crains ni le dernier. Que les partis concernés par ce scandale, PS, MR et CDH, arrêtent le bal de l'hypocrisie. Le développement de la nébuleuse Publifin est le résultat d'une entente concertée entre tous les partis de pouvoir en Wallonie et le petit jeu médiocre de ceux qui cherchent à faire croire « ce n'est pas moi, c'est l'autre » est insupportable. La première sanction doit être claire : tous les mandataires qui ont bénéficié du système mis en place à Publifin et dans ses filiales doivent démissionner ou être révoqués, au besoin par l'adoption en urgence d'un décret au Parlement wallon. La sanction doit être exemplaire, immédiate et irréversible. Et ceux qui à la tête de Publifin ou de Nethys, tel que Monsieur Stéphane Moreau, ont évidemment parrainé ce système d'omerta, doivent être également démissionnaires. Sans sanction exemplaire, les partis de ces parvenus ne seront pas crédibles pour proposer un assainissement de la gestion publique en Wallonie. DéFI a été le premier parti à le dire dans un communiqué de presse jeudi dernier, j'entends qu'aujourd'hui il y a des voix puissantes qui dans différents partis rejoignent cette exigence. Alors, il est temps que les partis concernés par le scandale passent aux actes.

Ensuite, je demande une réunion des présidents des partis démocratiques francophones pour que d'ici à l'été, nous prenions des mesures concrètes, immédiates, traduites en textes de loi afin de mettre des limites au statut pécuniaire des mandataires politiques et au cumul des mandats. C'est la priorité absolue. Ensuite, il faudra s'engager sur la voie de l'assainissement du paysage institutionnel francophone, par la suppression d'intercommunales, d'organismes publics, et autres institutions qui paralysent la gestion publique tant à Bruxelles qu'en Wallonie.

Je formule cette proposition de négociation rapide entre partis francophones pour rétablir l'honneur de la gestion publique parce que c'est la seule manière de tenter de contenir la déferlante populiste et extrémiste. Je pourrais jouer la surenchère moralisatrice car notre parti n'est pas concerné par le scandale Publifin. Ce serait aisé et sans doute que nous en tirerions quelques avantages électoraux mais je refuse cette tentation car je sais trop qu'à la surenchère de savoir qui lave plus blanc, les partis extrémistes auront toujours pour seul mot d'ordre : « *ils sont tous pourris et mettez les tous dehors* » et, en définitive, et nous le savons car l'histoire nous l'a appris, ils mettront dehors tous les démocrates. Voilà le véritable danger mais j'avertis le PS, le MR et le CDH, soit ils se ressaisissent et acceptent de remettre en cause les prébendes et les privilèges - certes cela fera mal à certains de leurs protégés politiques -, soit ils en sont incapables et nous mènerons alors une campagne pour que ces

partis soient encore plus lourdement sanctionnés par les électeurs. Cinq mois pour se ressaisir et pas un de plus car après nous aurons en vue les élections communales et provinciales et nous dirons avec plus de force que nous exigeons une haute probité et moralité dans l'exercice des fonctions publiques.

Nous n'oublions pas non plus l'affaire Chodiev/De Decker. L'affaire est déjà en elle-même assez grave pour que je ne cherche pas, sans preuve établie, à l'alourdir d'accusations contre le MR en général. Mais je dis au MR qu'il a la responsabilité de vérifier quels sont ses mandataires qui, de près ou loin, ont été en relation avec les émissaires de l'Elysée dans l'affaire « Chodiev et consorts ». Je ne sais si la commission d'enquête parlementaire pourra faire toute la clarté sur cette affaire car évidemment les enquêtes pénales en cours ont la priorité et sans doute nous n'aurons pas accès au dossier constitué par les enquêteurs. Mais que personne ne s'y trompe, quels que soient les résultats de la commission d'enquête parlementaire, l'affaire Chodiev/De Decker ne s'arrêtera pas avec la fin de ses travaux. Le travail d'enquête se poursuivra par les journalistes, et probablement, par les autorités judiciaires. Ce qui est sans doute encore ignoré aujourd'hui ne le sera plus longtemps. Alors à chaque décideur politique de bien évaluer les conséquences de cet autre scandale.

Comme président, je me suis posé la question : si j'étais confronté à la même situation que celle que connaît le président du MR, que ferais-je ? Je ne pourrais supporter ni le doute, ni la suspicion. J'inviterais celles et ceux qui sont mis en cause, notamment parce que leur nom figure sur des documents laissant entendre qu'ils auraient joué un rôle, à quelque niveau que ce soit ou de quelque manière que ce soit, pour favoriser les intérêts de Messieurs Chodiev et consorts, à signer un engagement sur l'honneur selon lequel ils n'auraient accompli aucun acte, entrepris aucune initiative qui aurait permis à ces personnes poursuivies par la justice de bénéficier de quelque soutien direct ou indirect. Et je rendrais public cet engagement. Voilà comment je conçois à titre personnel la responsabilité de président d'un parti. Je n'en dis pas plus, je laisse chacun à sa conscience.

Mesdames, Messieurs, chers amis, chères amies,

Rien n'est plus pénible que de constater que de telles affaires occultent d'autres enjeux sociétaux et politiques de notre pays.

Le gouvernement De Wever/Michel fait des ravages sur le plan économique et social. C'est le gouvernement qui mène tantôt brutalement, tantôt sournoisement une action destructrice des fondements de notre société. La NVA tient le haut du pavé et a une liberté d'action dont même le CVP, au temps de sa gloire, ne disposait pas. Tout profite au projet politique ultime de la NVA, la marche forcée, dans un premier temps, vers le confédéralisme, dans un second vers le séparatisme. La récente émission de la RTBF, « Question à la Une », à laquelle notre parti a contribué en donnant des sources d'information qui ont été parfaitement traitées, a bien mis en évidence la méthode systématique d'appropriation des institutions belges par la N-VA et la Flandre. Ce n'est pas nouveau, nous avons connu l'État CVP, mais aujourd'hui, l'État N-VA étend son emprise bien au-delà de tout ce qui avait été réalisé antérieurement par le CVP et d'autres partis flamands. Et le MR, aveuglé par sa volonté de régler des comptes politiques en Wallonie et à Bruxelles, est d'une telle faiblesse francophone que la NVA ne doit même pas forcer ses exigences pour atteindre ses objectifs.

Nous connaissons tous les ministères, les organismes publics et autres institutions qui sont mis prioritairement, voire exclusivement, au service de la Flandre. Mais il faut rappeler avec force la conséquence qui résulte de ce pillage ; la perte d'emplois et d'activités économiques

pour la Wallonie et Bruxelles. Lorsque les partis flamands, N-VA en tête, se réservent les fonctions les plus importantes dans la haute fonction publique, c'est évidemment pour donner une priorité au recrutement d'agents flamands. Quand des hauts fonctionnaires flamands ont la maîtrise du service des services des achats, il y a tout lieu de penser que les commandes publiques, qui toutes ne sont pas soumises à la procédure de l'appel d'offres ou de l'adjudication, seront orientées vers les entreprises du Nord du pays. C'est plus qu'un travail de vigilance qui s'impose, c'est un véritable état des lieux qui doit être établi car la Wallonie et Bruxelles en sortent préjudiciées économiquement. Voilà pourquoi nous lancerons une vaste campagne d'information pour mobiliser les citoyens et les inviter à apporter leur témoignage. Le contrôle démocratique des citoyens peut aussi s'exercer pour dénoncer ces déséquilibres linguistiques qui deviennent insupportables. Nous recevons de nombreux témoignages de fonctionnaires, d'agents de services publics, voire d'employés des entreprises privées, qui nous disent leur profond malaise quand ils sont pénalisés dans leur carrière professionnelle parce qu'ils sont francophones. Faut-il rappeler qu'en Belgique, il n'y a aucune autorité désignée et compétente pour connaître des cas de discrimination linguistique. Nous proposerons prochainement que l'ancien Centre pour l'égalité des chances, aujourd'hui appelé UNIA, ait cette compétence. Les discriminations linguistiques sont tout aussi insupportables que toute autre forme de discrimination.

Mesdames, Messieurs,

En mars prochain, nous concluons notre formidable travail doctrinal mené avec brio par le Centre d'étude Jacques Georgin. Je ne saurais trop remercier toute l'équipe qui s'est attelée à ce travail titanesque et les nombreux experts extérieurs qui ont apporté un regard critique mais souvent gratifiant pour le travail réalisé.

Nous serons audacieux dans nos propositions pour fonder notre nouvelle charte doctrinale. Nous proposerons des choix novateurs.

D'ores et déjà, je voudrais dégager quelques lignes de force de la spécificité de notre message politique. Devant les incertitudes et les menaces multiples qui pèsent sur la société européenne et sur nos pays, nous devons avoir l'ambition d'un discours protecteur des citoyens. Pas la fausse protection, celle qui attise les haines, les peurs et prépare en définitive les conflits et la violence. Mais la protection qui vise à établir de nouveaux équilibres dans une société car la vraie protection, la seule qui apaise les tensions, est celle que la justice garantit. A juste titre, les citoyens ont la conviction que l'action des pouvoirs publics n'est plus protectrice car elle n'est plus juste. Rétablir la justice, c'est donner à chaque femme, à chaque homme les mêmes capacités de départ pour affronter les aléas de la vie, notamment grâce à un haut niveau de formation et une juste répartition des richesses. C'est la véritable urgence pour sauvegarder la qualité du projet démocratique de l'Europe. La justice, c'est permettre à tous et particulièrement à ceux qui ne disposent pas d'un patrimoine familial, d'avoir l'espoir de mener leur vie sans toujours connaître la peur du lendemain. Il faut donc rétablir les équilibres dans la société pour redonner la certitude du progrès collectif et individuel. Le rôle de l'Etat est plus indispensable que jamais. Voilà pourquoi j'enrage lorsque des partis s'approprient à ce point l'autorité publique qu'elle en perd toute crédibilité et donc toute efficacité. Seul l'Etat, peut rétablir la confiance des citoyens. L'autorité de l'Etat doit être irréprochable, inattaquable. Dans le monde que nous vivons, il y a de nombreuses puissances - et pas seulement celles de l'argent - mais aussi des forces obscurantistes -, qui défient la puissance publique car elles savent que quand l'Etat est affaibli, elles ont toute possibilité d'imposer des rapports de force à leur avantage.

Le vœu que je forme en ce début d'année nouvelle est plus que jamais de vous inviter à avoir confiance dans la capacité de la démocratie à tenir en échec toutes ces menaces mais soyez exigeants avec les représentants du peuple qui doivent servir la démocratie et la préserver. Les mandataires de DéFi ont cette volonté. Notre voix est forte parce qu'elle est originale. Notre action est crédible parce qu'elle est honnête. Notre engagement est vrai parce qu'il est sincère. DéFi, un nom commun, aujourd'hui un nom propre, car nous refusons les fatalismes, les soumissions et les dépendances. Nous croyons à la capacité des femmes et des hommes qui par leur libre arbitre, la lucidité de leur jugement et la force de leur action font progresser la dignité et la liberté.

Bonne année 2017, rassemblons-nous et soyons présents sur le terrain pour convaincre et porter notre message. Il est plus nécessaire que jamais.

Olivier Maingain